

## **RAPPORT INTERNATIONAL LIBERTÉ RELIGIEUSE MADAGASCAR 2014**

### **Résumé**

La constitution prévoit la liberté de la pensée religieuse et d'expression et interdit la discrimination religieuse dans le lieu de travail. D'autres lois protègent la liberté religieuse individuelle contre les abus par le gouvernement ou des acteurs privés. Le gouvernement a requis aux groupes et institutions religieuses de s'inscrire afin d'obtenir un statut juridique et opérer dans le pays, et a limité les droits des groupes de tenir des cultes ou de se recueillir autrement dans les espaces publics. Le gouvernement n'a pris aucune décision sur la réouverture d'une station de radio religieuse liée à l'opposition politique que le régime non élu précédent avait fermée. A cause des liens entre la religion et la politique, il était par moments difficile de qualifier ces restrictions comme étant fondées uniquement sur l'identité religieuse. Le code de la nationalité a continué à faire en sorte que de nombreux membres de la communauté islamique étaient apatrides.

Les dirigeants de la communauté musulmane et d'autres groupes religieux se sont engagés dans un dialogue.

Des responsables de l'Ambassade des États-Unis se sont régulièrement engagés avec le Gouvernement et avec la société civile sur les questions touchant la liberté religieuse, y compris la réouverture d'une station de radio méthodiste et l'impact négatif du code de la nationalité sur de nombreux musulmans ayant des liens de longue date dans le pays.

### **Section I. Démographie religieuse**

Le Gouvernement américain estime la population totale à 23,2 millions, dont 52 pour cent adhèrent à des croyances indigènes, 41 pour cent sont des Chrétiens, et 7 pour cent des Musulmans (estimation en juillet 2014).

Bien qu'ils aient indiqué qu'aucun chiffre précis ne soit disponible, les groupes religieux locaux ont indiqué que près de la moitié de la population est Chrétienne. Les quatre principaux groupes Chrétiens sont Catholiques Romains, Luthériens, Anglicans et Presbytériens (l'Église de Jésus-Christ à Madagascar - FJKM). De plus petits groupes comprennent l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (Mormons), les Témoins de Jéhovah, les Adventistes du Septième Jour, et des dénominations évangéliques locales.

Selon les groupes Chrétiens, les plus nombreux parmi les groupes non-Chrétiens sont des adeptes de religions indigènes. En outre, beaucoup de gens détiennent une combinaison de croyances indigènes et Chrétiennes ou musulmanes. Des universitaires locaux estiment que les musulmans constituent environ 15 pour cent de la population. Selon les dirigeants musulmans, la communauté islamique est largement concentrée dans le nord et nord-ouest. Les citoyens d'origine indienne et pakistanaise ethniques ainsi que les immigrants comoriens représentent la majorité des musulmans.

Il y a un petit nombre d'hindous et juifs à travers le pays.

## **Section II. Statut du respect du gouvernement pour la liberté religieuse**

### **Cadre juridique**

La constitution prévoit la liberté de la pensée religieuse et d'expression et interdit la discrimination fondée sur l'appartenance religieuse dans le lieu de travail. La loi protège la liberté religieuse individuelle contre les abus des acteurs gouvernementaux ou privés. Le code du travail interdit la discrimination religieuse au sein des syndicats et des associations professionnelles.

La loi exige que les groupes religieux se fassent enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur, bien que le gouvernement n'ait pas toujours respecté ces dispositions. En se faisant enregistrer auprès de l'administration, un groupe religieux reçoit le statut juridique nécessaire pour recevoir des legs et autres dons directs. Les associations religieuses doivent demander une exemption de taxe à chaque fois qu'ils reçoivent un don de l'étranger. Les groupes religieux enregistrés ont également le droit d'acquérir des terres auprès des particuliers afin de construire des lieux de culte. Pour être admissible à l'enregistrement, un groupe doit avoir au moins 100 membres et un conseil d'administration élu ayant neuf membres tout au plus et qui doivent tous être des nationaux.

Les groupes ne répondant pas à ces conditions d'inscription peuvent se faire enregistrer plutôt comme «de simples associations». Les simples associations ne peuvent pas recevoir des dons ou tenir des services religieux, mais la loi leur permet bel et bien d'effectuer différents types de projets communautaires et sociaux. Les groupes qui se livrent à des activités supplémentaires sont passibles de poursuites judiciaires. Si le dirigeant et/ou les membres d'un groupe sont des étrangers, il peut former une association "réputée être étrangère." Une association n'est réputée étrangère que si le dirigeant ou les membres du conseil comprennent des ressortissants étrangers. La loi n'interdit pas aux associations nationales d'avoir des ressortissants étrangers en tant que simples membres. Ces associations étrangères ne peuvent recevoir que des autorisations temporaires, sous réserve de renouvellement périodique et d'autres conditions.

### **Les pratiques gouvernementales**

Le Ministère de l'Intérieur a enregistré 60 nouveaux groupes religieux au cours de l'année, portant le total à environ 220 groupes officiellement enregistrés. Au cours de l'année, le Ministère de l'Intérieur a approuvé toutes les demandes reçues et, dans certains cas, il a permis à des associations à commencer à fonctionner avant d'approuver officiellement leur demande.

Le gouvernement a exigé une autorisation pour toutes les manifestations publiques, y compris les événements religieux tels que des services de culte en plein air. Contrairement aux années précédentes, il n'y avait pas de rapports indiquant que le gouvernement ait refusé à un quelconque groupe religieux ladite autorisation, y compris la FJKM, qui avait signalé un tel refus dans le passé.

Des stations de radio de l'opposition que l'ancien régime de facto avait fermées n'ont toujours pas repris leurs émissions. Cela comprenait la Radio Fahazavana, gérée par la FJKM, malgré les actions juridiques engagées par la FJKM en vue d'une réouverture. Le Ministère des Communications a catalogué les

stations de radio que le régime de facto avait fermées. À la fin de l'année, cependant, le nouveau gouvernement n'avait pas émis aucune décision autorisant les stations de l'opposition, y compris Radio Fahazavana, à reprendre l'antenne. En raison de liens entre cette station et l'opposition politique, il était difficile de qualifier l'inaction de l'État dans la réouverture de la chaîne comme un exemple de l'intolérance religieuse.

Certains membres de la communauté musulmane ont noté une amélioration générale de leur capacité à pratiquer leur foi. Les dirigeants musulmans ont attribué ces améliorations en partie à une représentation accrue au sein du gouvernement (qui comprenait deux ministres, six membres de l'Assemblée nationale, et au moins un directeur de cabinet ministériel étaient musulmans) après les élections démocratiques de 2013. La communauté musulmane a construit plusieurs nouvelles mosquées et, contrairement aux années précédentes, les dirigeants communautaires ont indiqué que les autorités locales ont montré une plus grande volonté de délivrer des documents officiels avec des noms à consonance arabe. Cependant, selon plusieurs groupes de la société civile, l'obtention de la documentation officielle demeure de temps en temps un problème pour les musulmans.

En raison de leur histoire de la colonisation et en particulier les mariages mixtes au fil du temps, les musulmans demeurent affectés négativement par le code de la nationalité du pays, ce qui empêche les enfants nés de mères Malagasy et de pères étrangers d'obtenir la citoyenneté. Alors qu'il n'y avait pas de chiffres officiels sur l'apatridie, une étude réalisée par l'ONG Focus Development et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, qui ont échantillonné les résidents dans les communautés en grande partie musulmanes, estime que près de 6 pour cent des personnes dans les communautés étudiées étaient apatrides. De ce nombre, plus de 85 pour cent étaient nés dans le pays.

Certaines décisions prises par les autorités locales ont parfois entravé la capacité de certains groupes religieux de pratiquer leur foi. Par exemple, dans une localité, le chef de district a décrété que vendredi, le samedi et le dimanche sont les jours de marché, ce qui fait qu'il est financièrement impossible pour les marchands Musulmans et Chrétiens d'assister à leurs services religieux respectifs. Les chefs religieux ont également déclaré que suite à l'application inadéquate des lois du travail par le gouvernement, certains employeurs exigent de leurs employés de travailler pendant l'heure des services religieux.

La télévision nationale, gérée par l'Etat Malagasy, a continué à fournir un temps d'antenne gratuit à l'Église Adventiste du Septième Jour et aux Catholiques, Luthériens, Anglicans, Presbytériens le week-end, ainsi que la communauté musulmane une fois par semaine. Pendant le Ramadan, la communauté musulmane a pu acheter du temps d'antenne supplémentaire.

### **Section III. Statut du respect sociétal pour la liberté religieuse**

Contrairement aux années précédentes, il n'y avait aucun rapport de cas spécifiques de discrimination sociale contre la communauté musulmane. Les dirigeants de la communauté musulmane et d'autres groupes religieux se sont engagés dans un dialogue.

### **Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis**

Des responsables de l'Ambassade des États-Unis se sont régulièrement entretenus avec le nouveau gouvernement élu démocratiquement et avec la société civile sur les questions touchant la liberté religieuse. En particulier, l'Ambassade a plaidé publiquement pour la réouverture de la station de radio FJKM. Des responsables américains ont également rencontré des dirigeants de la FJKM et ont discuté de leurs préoccupations concernant cette question. Les responsables de l'Ambassade ont également discuté du code de la nationalité avec les responsables locaux, les autres membres de la communauté diplomatique et des représentants locaux de l'Organisation des Nations Unies axée sur les droits humains. Le 28 Novembre, l'Ambassade a organisé un atelier avec la société civile sur l'apatridie et la révision du code de la nationalité.